

DES
NERVIS
AUX
CITÉS



Étienne DELAUNEY

DES NERVIS AUX CITES

Introduction générale

La région Provence-Alpes-Côte d’Azur offre un terrain d’observation privilégié pour l’évolution de la violence juvénile, tant par sa géographie portuaire et industrielle que par la diversité de ses populations. Marseille, Toulon et Nice, en constante mutation depuis le XIX^e siècle, constituent le cadre idéal pour analyser comment des jeunes, souvent marginalisés ou en quête de reconnaissance, ont construit des réseaux informels et des codes de violence. La notion de jeunesse, de criminalité et de violence évolue avec le temps, mais certains traits persistent. Les sources historiques sont variées : archives de police, presse locale, études sociologiques et mémoire orale, toutes offrant un éclairage partiel sur cette réalité complexe.

I. Les nervis et bandes de rue (1840–1900)

Au milieu du XIX^e siècle, la région Provence-Alpes-Côte d’Azur se transforme profondément sous l’effet de l’industrialisation, du développement des ports et de l’arrivée massive de travailleurs venus de l’arrière-pays ou de l’étranger. Marseille, Toulon et Nice connaissent une expansion urbaine rapide et désordonnée, qui attire une population jeune, majoritairement masculine, souvent déracinée et confrontée à des conditions de vie difficiles. Dans ce contexte, la violence juvénile n’est pas un phénomène marginal : elle est l’une des réponses à la précarité, à la concurrence pour l’emploi et à l’absence d’encadrement social.

Le terme de « nervi » émerge alors pour désigner ces jeunes hommes de poigne, capables de s’imposer par la force et l’intimidation. Les nervis sont à la fois des acteurs sociaux et des instruments au service d’intérêts politiques ou économiques. À Marseille, ils interviennent lors des campagnes électorales pour intimider les opposants et garantir le contrôle de certains quartiers, tandis que d’autres servent de relais dans les marchés, les ports ou les abords des chantiers. La presse locale les mentionne parfois, mais il s’agit de récits fragmentaires, souvent amplifiés par l’imaginaire populaire.

Les nervis ne disposent d’aucune structure formelle. Leur cohésion repose sur l’expérience commune et le respect des anciens, des figures plus âgées qui imposent leur autorité par la réputation et la force. La violence est codifiée : les rixes éclatent dans des espaces précis, les armes sont rudimentaires, et la brutalité est un moyen de maintenir l’honneur et la réputation. Les affrontements peuvent surgir pour un regard jugé provocant, une insulte, ou la défense d’un territoire. La hiérarchie au sein de ces bandes est mouvante, souvent déterminée par la force physique et l’habileté à gérer les alliances et les conflits.

La vie quotidienne des jeunes nervis est intimement liée au quartier et au port. Ils fréquentent les cafés, les marchés et les docks, où ils développent des réseaux informels pour obtenir nourriture, travail ou protection. Les pères sont souvent dockers, artisans ou petits commerçants, et la transmission des savoir-faire de la rue se fait par observation et imitation. Ces jeunes apprennent à se défendre, à détecter les menaces et à utiliser la violence comme une ressource sociale. La rue devient un véritable lieu d'éducation informelle, où l'on teste son courage, sa loyauté et son sens de l'honneur.

Malgré leur violence et leur omniprésence dans les quartiers populaires, les nervis ne sont pas nécessairement des criminels professionnels. Ils restent insérés dans un écosystème social complexe où la frontière entre survie, petit larcin, services pour des patrons locaux ou protection est souvent floue. Cette situation crée une ambivalence : la société les craint et les tolère à la fois, reconnaissant leur utilité ponctuelle mais redoutant leurs excès.

On peut illustrer ces dynamiques à travers des exemples concrets. À Marseille, dans le quartier du Panier, des jeunes s'affrontent pour le contrôle des quais et des petites transactions commerciales. À Toulon, l'arsenal attire des jeunes nervis qui se livrent à des rixes sur les quais ou dans les cafés, souvent en lien indirect avec des patrons de bars ou de commerces. Les récits de presse mentionnent des batailles de rue spectaculaires, avec des blessures mais rarement des morts, où la démonstration de courage et de force prime sur la finalité criminelle.

Ces bandes, bien qu'éphémères et instables, jettent les bases d'une culture de la violence qui perdurera et se transformera au fil des décennies. Les codes de loyauté, le respect des figures plus âgées et la territorialité deviennent des éléments récurrents dans l'organisation des jeunes délinquants, et influencent les formes ultérieures de bandes urbaines. Les nervis incarnent ainsi une figure centrale dans l'histoire de la criminalité juvénile en PACA, symbolisant la manière dont la jeunesse, la pauvreté et l'urbanisation rapide peuvent générer des modes de socialisation violente et structurée.

Cette première période montre clairement que la violence des jeunes en PACA n'est pas aléatoire ni anarchique : elle s'inscrit dans un réseau de relations sociales, d'intérêts économiques et de codes culturels. Elle constitue le point de départ d'une évolution qui se poursuivra avec les Apaches, les blousons noirs, les loubards et, plus tard, les bandes de quartiers et les groupes contemporains. La compréhension des nervis et de leur rôle dans la société permet de saisir les continuités et transformations de la violence juvénile jusqu'à nos jours.

II. Les Apaches et leurs équivalents méridionaux (1900–1930)

Au début du XX^e siècle, l'image des Apaches parisiens envahit la presse et l'imaginaire populaire, mais la région Provence-Alpes-Côte d'Azur développe sa propre dynamique de violence juvénile, adaptée à ses ports, ses gares et ses quartiers populaires. Les jeunes des villes méridionales ne se contentent pas de copier les modèles parisiens : ils inventent leurs propres codes, fondés sur la territorialité, l'honneur et la survie économique. La ville devient un véritable théâtre où se jouent des affrontements entre bandes, chacun défendant son territoire, son café, sa rue ou son marché.

Marseille constitue l'exemple le plus frappant. Les quartiers du Panier, de la Belle-de-Mai et de Belsunce abritent des groupes de jeunes qui se rassemblent autour de lieux précis : un bar, une épicerie, une place. Ces jeunes ont souvent entre quinze et vingt ans et appartiennent à des familles ouvrières ou artisans. Leurs activités sont multiples : petits vols, recels, racolage ou protection de commerces contre d'autres bandes. La violence reste codifiée, ritualisée, et a pour fonction première de démontrer courage, loyauté et maîtrise de son territoire. Les armes sont rudimentaires mais efficaces : couteaux, barres de fer, parfois revolvers dérobés. Les affrontements éclatent souvent à l'occasion de fêtes locales, de marchés ou de fêtes foraines, et attirent l'attention de la police municipale et de la presse locale.

À Toulon et Nice, la situation est similaire mais moins médiatisée. Les jeunes des quartiers ouvriers s'organisent autour de ports ou d'arsenaux, affrontant régulièrement d'autres groupes pour le contrôle des lieux de socialisation et des opportunités économiques. Les bandes restent fluides, avec des meneurs souvent identifiés par un surnom, reconnus pour leur capacité à gérer les conflits et à protéger leurs pairs. Ces chefs ne sont pas des criminels professionnels, mais leur autorité est réelle, et ils exercent un rôle central dans la structuration et la régulation de la violence de groupe.

La presse de l'époque décrit parfois ces bandes de manière sensationnaliste, parlant de duels, de guet-apens ou de règlements de comptes sanglants, ce qui contribue à mythifier la figure des Apaches méridionaux. Cependant, derrière le folklore, les motivations sont simples et pratiques : survie, reconnaissance, contrôle local et affirmation de soi. Les jeunes apprennent très tôt les codes de la rue : loyauté envers le groupe, réciprocité dans les conflits, réputation et capacité à intimider ou à se défendre.

La vie quotidienne des jeunes Apaches méridionaux est marquée par une grande mobilité et une forte adaptabilité. Ils connaissent parfaitement les rues, les cours et les quais, savent quels lieux sont sûrs et quels territoires sont interdits. Les conflits se déroulent selon des règles implicites : la violence doit être proportionnée, éviter les morts inutiles et respecter certaines limites symboliques.

Ces codes permettent aux bandes de survivre dans des villes densément peuplées et en constante évolution, où la police ne peut pas toujours intervenir efficacement.

Les Apaches méridionaux perpétuent ainsi les traditions héritées des nervis, tout en adaptant les comportements aux nouvelles réalités du XX^e siècle. La territorialité, la loyauté et le rôle des figures de référence perdurent, mais les moyens et les occasions de violence se multiplient avec l'urbanisation, l'industrialisation et la concentration de populations jeunes et pauvres dans des quartiers denses. Les bandes deviennent des micro-sociétés, régies par des codes stricts mais souples, capables de se modifier selon les circonstances, et préparant le terrain pour les générations futures de jeunes blousons noirs, loubards et bandes de quartier.

Cette période montre que la criminalité juvénile en PACA ne se limite pas à des actes isolés : elle est structurée, codifiée et intégrée au tissu social des quartiers populaires. Les Apaches méridionaux sont l'illustration d'une continuité historique de la violence juvénile, qui s'inscrit dans une culture locale, liée au territoire et aux pratiques sociales, et qui continuera à évoluer avec les bouleversements économiques et sociaux du XX^e siècle.

III. L'entre-deux-guerres et l'ordre autoritaire (1930–1945)

Dans les années 1930 et jusqu'au milieu de la Seconde Guerre mondiale, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur connaît un renforcement de l'ordre public et une surveillance accrue des jeunes dans les villes. La montée des régimes autoritaires et la présence policière renforcée donnent l'impression d'un reflux de la violence juvénile, mais celle-ci continue à s'exprimer de manière souterraine. Les quartiers populaires de Marseille, Toulon et Nice restent des lieux de regroupement pour les jeunes, où se perpétuent les traditions de rixes et de contrôle territorial héritées des nervis et des Apaches.

La crise économique qui frappe la région aggrave la précarité des jeunes et favorise certaines formes de criminalité. Les petits vols, le marché noir, le recel d'objets ou le trafic de denrées alimentaires deviennent des moyens de survie et de reconnaissance. Les affrontements de rue s'intensifient dans les ports et les gares, souvent à l'occasion de moments de forte affluence ou d'événements publics. Les jeunes apprennent à s'adapter aux contraintes nouvelles : la police est plus présente, les arrestations plus fréquentes, et il faut développer des stratégies d'évitement et de camouflage pour continuer à exercer un certain pouvoir sur la rue.

Malgré la répression, certains chefs de bande locaux continuent à jouer un rôle central dans la régulation des jeunes et la médiation des conflits. Ces figures, souvent des hommes dans la vingtaine, respectés pour leur courage et leur capacité à organiser les affrontements, incarnent la

continuité de l'autorité informelle dans les quartiers populaires. Leur rôle est essentiel pour maintenir l'équilibre entre rivalités et survie sociale, et pour assurer la transmission des codes de violence aux plus jeunes.

À Marseille, les quartiers du Panier et de Belle-de-Mai restent des foyers d'organisation de bandes locales. Les affrontements sont moins spectaculaires qu'au début du siècle, mais la violence est omniprésente dans la vie quotidienne : querelles dans les cafés, bagarres dans les rues étroites, intimidation de nouveaux arrivants. À Toulon, les jeunes liés aux arsenaux et aux ports continuent de défendre leur territoire et de s'affronter pour des ressources limitées, tandis qu'à Nice, la violence juvénile s'exprime surtout dans les zones portuaires et les quartiers populaires, avec des rivalités plus ponctuelles mais néanmoins marquées.

Cette période montre une adaptation des pratiques de violence : les jeunes doivent composer avec une surveillance accrue et des contraintes économiques, tout en préservant les codes hérités des générations précédentes. La loyauté envers le groupe, la territorialité et l'importance de la réputation restent des facteurs essentiels pour comprendre la dynamique des bandes. L'entre-deux-guerres constitue ainsi une phase de mutation où la violence se rend moins visible mais continue à structurer la vie des jeunes dans les quartiers populaires de PACA, préparant le terrain pour les transformations majeures qui surviendront après la Seconde Guerre mondiale.

IV. Blousons noirs, loubards et bandes ouvrières (1950–1975)

Après la Seconde Guerre mondiale, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur connaît une transformation sociale et économique majeure. L'industrialisation reprend, les ports et les chantiers navals se réactivent, et la jeunesse des quartiers populaires se retrouve dans un monde en mutation rapide. Les jeunes hommes, souvent issus de familles ouvrières, cherchent des repères et des moyens d'affirmer leur identité dans un environnement marqué par la reconstruction, la mobilité sociale limitée et la densité urbaine.

Dans ce contexte apparaissent les blousons noirs, figures emblématiques de la jeunesse urbaine des années 1950 et 1960. Inspirés par le rock'n'roll américain, les teddy boys anglais et les films comme *L'Équipée sauvage* (1953) avec Marlon Brando, ces jeunes parcourent les rues, les quais et les cafés, souvent en moto, avec une tenue reconnaissable (blouson en cuir noir, jeans, banane gominée) et une attitude défiant l'autorité. Leur violence, bien que moins codifiée que celle des nervis ou des Apaches, reste structurée autour de la territorialité et de l'honneur. Les affrontements surviennent à l'occasion de disputes dans les bars, de concours de vitesse, de batailles de rue ou d'altercations entre quartiers rivaux.

À Marseille, les quartiers portuaires comme le Panier, la Belle-de-Mai et les quais deviennent des foyers d'activité. Les jeunes défendent leur espace contre les bandes voisines, avec des rixes impliquant chaînes de vélo et couteaux. À Toulon, le phénomène apparaît dès 1959 dans les quartiers de la Rhode et du Pont de Bois, où des bandes locales s'affrontent autour des arsenaux et des docks militaires. Nice, plus éclatée, voit des groupes se former dans les quartiers populaires et zones portuaires, avec une violence moins médiatisée mais structurée autour des plages et des promenades.

Ces micro-bandes sont largement locales, liées à un quartier, un café ou un bar. Leurs chefs ne sont pas des criminels professionnels mais des meneurs reconnus pour leur capacité à organiser le groupe, gérer les conflits et maintenir l'ordre interne. Les jeunes apprennent à respecter ces figures, à suivre des codes implicites de loyauté, de solidarité et de bravoure. La violence devient un moyen de reconnaissance sociale, mais aussi un outil pour protéger les intérêts collectifs de la bande.

Les loubards, plus spontanés et souvent plus jeunes, s'insèrent dans ces dynamiques en tant que perturbateurs ou apprentis. Ils apprennent sur le terrain, observant les aînés et participant aux petites rackets, aux vols et aux bagarres. Dans les ports et les quartiers ouvriers, les loubards trouvent également des occasions de travailler pour des figures locales plus expérimentées, réalisant des services qui vont de l'intimidation ponctuelle à la surveillance de territoires.

Cette période illustre une étape de transition : la violence juvénile s'organise autour de la culture de la rue, des codes d'honneur et de l'affirmation identitaire, tout en préfigurant les formes plus visibles et médiatisées des années 1970 et 1980. Les blousons noirs et les loubards représentent une continuité historique, adaptée à l'après-guerre, et démontrent comment la jeunesse, face à l'urbanisation, à la précarité et à la réorganisation sociale, continue à utiliser la violence comme moyen de reconnaissance et d'appartenance.

V. Années 1970–1980 : bandes de quartier, skins, punks et liens avec le Milieu

Les années 1970 et 1980 marquent une période de transformations profondes pour la jeunesse des villes de Provence-Alpes-Côte d'Azur. La désindustrialisation, la crise économique et le chômage touchent particulièrement les jeunes des quartiers populaires. Dans ce contexte, de nouvelles formes de bandes se structurent, plus visibles et plus ritualisées, avec des codes précis et des affrontements fréquents.

À Marseille, Toulon et Nice, émergent des bandes de quartier souvent constituées autour de cafés, de places ou de zones industrielles abandonnées. Ces groupes, composés d'adolescents et de jeunes adultes (15-25 ans), s'affrontent régulièrement pour le contrôle de l'espace, la réputation et l'accès

aux activités lucratives informelles (petits trafics, protection, intimidation). La violence devient un langage et un marqueur social, permettant aux jeunes de se faire reconnaître et de définir leur identité au sein de la communauté locale.

Les loubards dominent les années 1970 : style plus rustique (santiags, chaînes, motos), attitude anti-système, délinquance opportuniste (vols de deux-roues, cambriolages). Dans les cités nord de Marseille (La Castellane, Les Flamants), ils forment des bandes informelles qui défendent leur territoire contre les groupes voisins. Leur délinquance évolue vers un « néo-banditisme des cités », où certains jeunes servent de main-d'œuvre pour le Milieu marseillais en déclin après la French Connection (années 1960-1970). Les clans post-Zampa ou Francis le Belge recrutent ces jeunes pour des tâches subalternes : guet, transport de drogue, intimidation.

Parallèlement, on observe l'émergence de gangs néonazis, comme celui d'Odin, dirigé par Lucien Dutertre, alias « Wilde ». Par la suite, des mouvements culturels importés d'Angleterre s'implantent en France, notamment les skins et les punks. Les skins, apparus à la fin des années 1970 (le premier groupe français date de 1978), adoptent un style minimaliste caractérisé par le crâne rasé, les Doc Martens et les bombers.

À Marseille, dès 1983-1984, une frange néonazie se constitue autour d'Hervé Guttuso. Animateur de fanzines tels que *Neuvième Croisade* puis *Terreur d'Élite*, il fonde les Charlemagne Hammer Skins (CHS) après un séjour aux États-Unis. Proche du PNFE mais hostile au FN, Guttuso organise des ratonnades et diffuse de la propagande d'extrême droite. Les skins s'affrontent alors avec les punks, les groupes antiracistes et les populations immigrées, principalement dans les quartiers populaires et lors des concerts de musique oi!.

Les punks, plus individualistes et anarchistes, utilisent la provocation et la violence comme expression culturelle autant que comme instrument de conflit. Les affrontements se déroulent dans les bars, devant les concerts ou dans les rues, où chaque groupe impose sa présence.

Ces bandes entretiennent des relations complexes avec le milieu traditionnel. Certains jeunes servent d'intermédiaires ou de petites mains pour des figures établies, comme Victor Peretti dit « le Rat » (intermédiaire dans des affaires locales) ou Bruno Mancini dit « [Nono le Sarde](#) » (autonome mais lié à des réseaux informels : réseau milanais « Epaminonda » et [gang des 5 Dragons](#)). Les chefs de bande, souvent identifiés par des surnoms et respectés pour leur capacité à organiser le groupe et à gérer les conflits, jouent un rôle central dans la régulation interne et la transmission des codes de violence aux nouveaux membres.

La territorialité demeure fondamentale : les jeunes connaissent parfaitement les zones sûres, les

points de rencontre et les lieux d'affrontement. Les codes implicites régissent les interactions, définissant ce qui est acceptable ou non dans le cadre de la violence. La loyauté, la bravoure et la réputation sont des valeurs partagées et transmises au sein du groupe.

L'évolution de ces bandes dans les années 1970–1980 illustre la manière dont la violence juvénile s'adapte aux transformations économiques, sociales et culturelles. Les groupes deviennent plus visibles, plus organisés et parfois plus médiatisés (panique morale autour des skins et ratonnades), mais les ressorts restent similaires : la quête de reconnaissance, le contrôle territorial et l'affirmation d'une identité collective, dans un contexte de marginalisation sociale et économique. La période prépare le terrain pour les mutations des décennies suivantes, avec l'émergence des bandes des cités et des réseaux liés au trafic de drogues et à l'économie souterraine.

VI. Années 1990–2000 : cités, trafic et professionnalisation

Dans les années 1990 et 2000, la criminalité juvénile en Provence-Alpes-Côte d'Azur connaît une transformation majeure. La désindustrialisation s'accroît, le chômage des jeunes explose, et les quartiers populaires, en particulier à Marseille, deviennent des zones où se concentre la pauvreté et la marginalisation. Dans ce contexte, les bandes de jeunes évoluent vers une forme de criminalité plus organisée, avec hiérarchie, spécialisation et liens avec le trafic de drogues et d'armes.

Les quartiers nord de Marseille symbolisent cette mutation. Les bandes locales deviennent des réseaux structurés, où les jeunes occupent différents rôles selon leur âge et leur expérience : exécutants, surveillants, lieutenants, et parfois chefs de petites factions. La violence se professionnalise : les règlements de comptes et les intimidations ne sont plus seulement des démonstrations de force, mais des moyens de contrôler un marché illégal et d'imposer l'ordre interne au réseau. Les armes à feu, plus répandues qu'auparavant, remplacent en partie les couteaux et les barres de fer des décennies précédentes, rendant les affrontements plus meurtriers et médiatisés.

Toulon et Nice connaissent des dynamiques similaires, avec des quartiers où la criminalité juvénile se structure autour de petites zones de trafic et d'influence locale. Ces bandes, moins visibles que celles de Marseille, fonctionnent selon les mêmes principes : territorialité, loyauté envers le groupe, respect des hiérarchies et transmission des codes aux nouveaux membres. La réputation demeure centrale, mais elle se construit désormais non seulement par la bravoure ou la violence, mais aussi par le contrôle économique et la capacité à mobiliser des ressources.

Les relations avec le milieu traditionnel s'intensifient. Certains jeunes travaillent comme hommes de main pour des figures du grand banditisme, tandis que d'autres restent indépendants,

développant leurs propres réseaux de contrôle local. La frontière entre délinquance juvénile et criminalité organisée devient plus poreuse, et la violence, plus stratégique, est utilisée pour asseoir le pouvoir et protéger les intérêts financiers des bandes.

Cette période marque un tournant décisif : la violence juvénile, autrefois ritualisée et territorialisée, devient un instrument économique et politique, avec des implications graves pour la sécurité des quartiers et la société locale. Les codes hérités des nervis, des Apaches et des blousons noirs persistent, mais ils s'adaptent à un contexte où l'économie souterraine et la hiérarchisation des bandes dictent de nouvelles règles et stratégies de survie. La professionnalisation des bandes des années 1990–2000 préfigure les formes contemporaines de criminalité juvénile et les réseaux plus complexes qui se développeront dans les décennies suivantes.

VII. Années 2010–2020 : hyperviolence, réseaux et image

La décennie 2010–2020 voit émerger une nouvelle configuration de la criminalité juvénile en Provence-Alpes-Côte d'Azur, où se mêlent héritages anciens et innovations propres à l'ère numérique. La jeunesse des quartiers populaires, souvent très jeune, utilise la rue mais également les réseaux sociaux comme instruments de notoriété, de revendication et parfois de confrontation. Les affrontements ne sont plus seulement physiques mais également symboliques, diffusés et amplifiés par les plateformes en ligne, où chaque acte de violence peut devenir une vitrine de réputation.

Marseille, et en particulier les quartiers nord, reste un foyer majeur de cette évolution. Les bandes, bien que toujours ancrées localement, se structurent autour de réseaux plus larges, liés au trafic de drogues, à l'économie souterraine et parfois à des affiliations avec des groupes plus organisés. Les jeunes occupent différents rôles selon leur âge et leur expérience, et la hiérarchie est clairement définie. La violence se manifeste dans les règlements de comptes mais également dans l'affichage de puissance sur les réseaux sociaux, où intimidation et démonstration de contrôle sont devenues des éléments clés de la réputation.

Toulon et Nice connaissent des dynamiques similaires, avec des jeunes qui combinent présence physique dans la rue et exposition numérique. Les codes de loyauté, d'honneur et de territorialité hérités des nervis, des Apaches, des blousons noirs et des bandes des années 1970–1980 continuent de guider les interactions, mais ils s'adaptent à un environnement où la visibilité et la perception publique sont centrales. Les rivalités se jouent autant sur les écrans que sur le terrain, et chaque affrontement devient potentiellement viral, renforçant la notoriété du groupe ou de l'individu.

Cette période illustre également la diversification des profils. Certains jeunes sont de véritables

stratégies, planifiant actions et déplacements pour maximiser l'effet symbolique et économique de leurs actes. D'autres agissent de manière impulsive, suivant des logiques de loyauté ou de réaction aux provocations. Les figures d'autorité au sein des bandes continuent de jouer un rôle central dans la transmission des codes et la régulation des conflits, mais elles doivent désormais composer avec une visibilité accrue et une surveillance policière renforcée.

En résumé, les années 2010–2020 montrent que la criminalité juvénile en PACA n'a jamais disparu : elle a évolué, s'adaptant aux outils modernes et aux transformations sociales. Les fondements historiques restent présents : territorialité, loyauté, hiérarchie et quête de reconnaissance. Cependant, les moyens, l'exposition et la rapidité de diffusion de la violence se sont transformés, donnant naissance à une jeunesse où la rue et le numérique sont intimement liés, et où la réputation est devenue un capital tout aussi important que le contrôle physique des espaces urbains.

Conclusion générale

Depuis les nervis du XIX^e siècle jusqu'aux jeunes des cités contemporaines, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur offre un exemple saisissant de continuité de la violence juvénile, tout en révélant l'évolution des formes et des contextes. Les codes de loyauté, la territorialité et la quête de reconnaissance se transmettent de génération en génération, mais les moyens et les occasions de violence se transforment au gré des mutations économiques, sociales et technologiques. La rue reste un espace central de socialisation et de structuration des rapports de force, qu'elle soit physique ou numérique.

Si la violence juvénile trouve ses racines dans des facteurs historiques et sociaux anciens, son amplification contemporaine met en lumière des responsabilités nouvelles et complexes. L'affaiblissement de l'autorité parentale, qu'il s'agisse d'abandon, de familles éclatées, ou d'une éducation fondée sur le principe de l'enfant-roi, contribue à fragiliser la socialisation et à laisser des jeunes sans repères clairs. Les établissements scolaires, parfois permissifs et insuffisamment équipés pour faire face à l'indiscipline, deviennent des espaces où l'autorité est contestée et où l'échec scolaire nourrit le ressentiment et l'exclusion.

Les institutions judiciaires et éducatives, souvent débordées ou désarmées face à ces phénomènes, peinent à offrir des réponses adaptées. L'angélisme de certaines politiques publiques, la déconnexion des élites et l'inadaptation des lois, notamment celles concernant les mineurs, créent un environnement où la responsabilité collective est diluée. Les jeunes, exposés à ces défaillances, trouvent dans les bandes et la violence un moyen de structurer leur monde, de se faire reconnaître et

de défendre leurs intérêts dans un univers perçu comme instable ou injuste.

L'histoire de la criminalité juvénile en PACA révèle ainsi une double réalité : d'un côté, la violence est un phénomène ancien, codifié et structurant ; de l'autre, les transformations sociales récentes, les défaillances éducatives et institutionnelles, et le laxisme de certaines politiques publiques amplifient son impact et sa visibilité. Comprendre cette évolution nécessite de combiner l'analyse historique et sociologique, en reconnaissant que les jeunes ne sont pas simplement des agents de chaos, mais des acteurs façonnés par leur environnement, leurs repères sociaux, et les réponses — parfois inadéquates — de la société à leurs besoins et à leurs comportements.

